



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique de l'Est

Une publication du SER de Nairobi
Semaine du 27 mai 2024

Régional

Le Kenya accueillera en août le 2^{ème} sommet majeur États-Unis-Afrique sur l'énergie (USANES)

Réunissant des décideurs politiques, des experts techniques et des leaders industriels des États-Unis et de l'Afrique, le sommet abordera les problèmes critiques entravant l'adoption de l'énergie nucléaire. Ce sommet vise notamment à souligner les opportunités que présente l'énergie nucléaire pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Les sujets de formation de la main d'œuvre, de financement et de cadres légaux seront, entre autres, à l'ordre du jour. Le sommet se tiendra alors que le Kenya prévoit de construire sa première centrale nucléaire dans les comtés de Kilifi ou Kwale. Dans la région, l'Ouganda est également en discussion avec l'AIEA pour initier un programme nucléaire civil.

Burundi

Le Burundi continue de souffrir de la rareté des devises

Au taux de change officiel du 22 mai, 1 USD = 2 855 Fbu contre 6 000 Fbu sur le marché parallèle, illustrant la pénurie de devises, particulièrement de dollars et d'euros. Un tel écart met en lumière les limites de la réforme du cadre réglementaire des changes a été introduite en janvier 2024 par la Banque de la République du Burundi (BRB) en vue d'éliminer les restrictions sur les transactions courantes et de libéraliser le marché des changes. Les changements apportés par la nouvelle réglementation des changes comprenaient la levée de l'obligation de domiciliation à la BRB des comptes en devises des ONGs locales et étrangères et des entités privées recevant des appuis extérieurs. L'obligation de cession à la BRB des devises issues de l'exportation avait aussi été levée, sauf pour les entités étatiques et paraétatiques exportatrices du café et du thé. Les Bureaux de change ont désormais aussi pour obligation de disposer d'une trésorerie équivalente à 75 % du capital minimum net de leur caution, 375 MFbu pour les bureaux de change avec

associés burundais et 300 000 USD pour les bureaux de change avec associés étrangers ou mixtes.

Comores

Signature de deux conventions de financement portant sur un don de 10 MEUR de l'Union européenne

Le gouvernement comorien, représenté par les ministres des Finances, Mze Abdou Mohamed Chanfiou, de l'Economie, Ahmed Ali Bazi et de la Justice, Djaé Ahmada Chanfi, ont signé deux conventions de financement d'un montant total de 10 MEUR avec l'Ambassadrice de l'Union européenne à Madagascar et en Union des Comores, Isabelle Delattre, le 24 mai 2024. Ces dons s'inscrivent dans le cadre du Plan Comores émergent (PCE). 8 MEUR seront destinés à l'amélioration du climat des affaires et du commerce des Comores. L'objectif est de renforcer l'intégration économique, particulièrement concernant les procédures douanières, la justice commerciale, la formalisation des entreprises et la comptabilité. Les 2 MEUR restants seront investis pour la réforme de la gestion des ressources humaines de la fonction publique.

Ethiopie

La Chine apporte la moitié des flux d'IDE entrants en l'Ethiopie

La Commission éthiopienne pour l'Investissement (EIC) a annoncé l'entrée de 3 Md USD d'investissements directs étrangers (IDE) sur les 10 premiers mois de l'année fiscale 23/24. Alors que l'Ethiopie a attiré 3,4 Md USD d'IDE en 22/23, les autorités éthiopiennes ont fixé l'objectif à 3,5 Md USD pour cette année. Sur la totalité des flux d'IDE entrants, la moitié sont d'origine chinoise, soit près d'1,5 Md USD. Pour attirer les investisseurs étrangers, le gouvernement éthiopien mise sur les parcs industriels, des zones économiques spéciales offrant des avantages fiscaux. Il existe plus d'une vingtaine de parcs industriels dans le pays, dont cinq sont pleinement fonctionnels selon la Commissaire à l'Investissement. L'EIC travaille à l'amélioration des processus pour faciliter l'implantation d'entreprises au sein des parcs industriels, notamment par l'établissement d'un guichet unique.

Investissement de 110 MUSD annoncé pour la fabrication de pièces détachées d'avions en Ethiopie

Le groupe éthiopien *National Investment Group* (NIG) a signé un accord avec l'*Industrial Park Development Corporation* (IPDC) pour la fabrication de 14 types pièces détachées d'avions dans le parc industriel de Kilinto situé à 20 km au sud-est d'Addis-Abeba. Le projet représenterait un investissement de 110 MUSD assumé par le conglomérat NIG, regroupant les sociétés d'Aklilu Tadesse actives dans divers secteurs tels que l'aviation (*National Airways*), le tourisme, les technologies, la logistique et le transport. Le développement d'une industrie aéronautique en Ethiopie est également porté par le groupe *Ethiopian Airlines* qui, en 2023, était entré en partenariat avec *Boeing* pour la fabrication en local de pièces et

composants d'avion tels que des tapis d'isolation thermo-acoustique. *Boeing* a par ailleurs choisi Addis-Abeba pour installer le siège de sa nouvelle division africaine.

Kenya

Nouveaux accords d'investissement entre les États-Unis et le Kenya à l'occasion de la visite de Ruto aux Etats-Unis

Le 23 mai, le Président Joe Biden et le Président William Ruto ont annoncé de nouveaux accords d'investissement pour le Kenya. Ces nouveaux accords d'investissement, ont été annoncés à l'occasion de la visite d'État de quatre jours du Président Ruto, et portent principalement sur l'énergie verte, la sécurité, l'éducation et la gouvernance. Le Président Biden a désigné le Kenya comme un allié majeur non membre de l'OTAN, soulignant son rôle dans les efforts américains de lutte contre le terrorisme en Afrique. Il a engagé 4,9 MUSD pour le Kenya et d'autres pays d'Afrique de l'Est afin de lutter contre les réseaux criminels internationaux. Les États-Unis auraient également débloqué 250 MUSD par l'intermédiaire de la *Development Finance Corporation* (DFC), dont 180 MUSD pour un projet de logements abordables portant le portefeuille de la DFC au Kenya à plus d'1 Md USD. En outre, la *Kenya National Highways Authority* (KeNHA) et le fonds d'investissement américain *Everstrong Capital LLC* ont signé un accord pour lancer la construction d'une autoroute de 3,6 Md USD entre Mombasa et Nairobi, appelée *Usahihi Expressway*.

Croissance du PIB de 5,6 % en 2023 selon KNBS

Le Bureau national des statistiques du Kenya (KNBS) a publié son *survey* annuel pour 2023 qui met en évidence une croissance plus dynamique du produit intérieur brut (PIB) en 2023, de 5,6 %, par rapport à une croissance révisée à 4,9 % en 2022. La croissance a été notable dans la plupart des secteurs de l'économie en particulier l'agriculture, qui représente 21,8 % du PIB total. Les autres moteurs de la croissance ont été les secteurs de l'information et de la communication (9,3 %), du transport et de l'entreposage (6,2 %), de la finance et de l'assurance (10,1 %), de l'immobilier (7,3 %) et surtout de l'hébergement et de la restauration (33,6 %). Le total des nouveaux emplois générés dans l'économie aurait été de 848 200 en 2023, le secteur informel représentant 85,0 % de tous les nouveaux emplois. L'emploi salarié dans le secteur moderne représenterait la création de 122 800 nouveaux emplois. Toutefois, le rapport note que les perspectives de l'économie nationale peuvent être entravées par des risques liés à des conditions météorologiques imprévisibles provoquées par le changement climatique, qui pourraient affecter négativement la production agricole et entraîner des pressions inflationnistes au niveau national. En outre, l'orientation budgétaire stricte poursuivie par le gouvernement pourrait également conduire à un resserrement des liquidités affectant la demande globale.

L'AFD, la BEI et l'Union européenne signent la quatrième phase d'un projet d'électrification

Une cérémonie a eu lieu pour la signature du contrat pour la quatrième phase du projet de connectivité "*Last Mile*". Ce projet, d'un budget de 180 MEUR (26 Md KES), vise à connecter 280 473 foyers dans 32 comtés au réseau électrique, offrant un accès fiable à l'électricité à 1,5 million de nouveaux clients. Financé par l'Agence française de développement, l'UE et la Banque européenne d'investissement, il comprend l'installation de nouveaux transformateurs, l'optimisation des transformateurs existants et la construction des lignes électriques nécessaires. L'Ambassadrice de l'UE au Kenya, Henriette Geiger a félicité le Kenya pour ses avancées en termes d'électrification rurale et réaffirmé l'engagement de l'UE à soutenir l'expansion des énergies renouvelables au Kenya. Reconnaisant les

difficultés rencontrées par le secteur privé en matière d'investissement, elle a annoncé une subvention significative de l'UE de 30 MEUR (4,3 Md KES) pour réduire les coûts d'investissement et assurer la durabilité des projets. L'accès à l'électricité a doublé au cours des dix dernières années, passant de 37 % en 2013 à 75 % aujourd'hui.

Madagascar

Premiers décaissements d'un montant de 17,5 MUSD pour la réhabilitation du réseau routier

Les premiers décaissements relatifs au « projet d'appui à la connectivité des transports », financé par la Banque mondiale à hauteur de 140 MUSD, ont été effectués. Cette somme, de 17,5 MUSD, servira à financer la réhabilitation de 500 km cumulés de routes situées dans le centre-est (région Alaotra-Mangoro) et le sud-est de l'île (régions Anôsy et Atsimo-Atsinanana). Les travaux incluent la rénovation de 113 km de la route nationale 44 ainsi qu'une portion de la route nationale 12A. L'appel d'offres a été remporté par les entreprises chinoises *China Road and Bridge Corp* (CRBC) et *Weihai International Economic & Technical Corportaion* (WIETC), ainsi que par trois sociétés malgaches (*Fanomezana KDO*, *ISO Construction* et *SOMEIIM*). WIETC et SOMEIIM recevront respectivement 4,2 MUSD et 3,5 MUSD pour les travaux sur les routes de l'Anôsy et d'Atsimo-Atsinanana. Quant à CRBC, *Fanomezana KDO* et *ISO Construction*, qui seront responsables des voies d'Alaotra-Mangoro, ils percevront respectivement les montants de 3 MUSD, 3,7 MUSD et 3,1 MUSD.

Remboursement d'une partie de la dette de la Jirama

Le président malgache, Andry Rajoelina, a annoncé le 16 mai l'apurement de la dette de la société national d'eau et d'électricité (Jirama), pour un montant de 1 036 Mds MGA (environ 214 MEUR). Ceci a été rendu possible grâce à une coupe budgétaire au niveau des ministères validé en Conseil des ministres. Néanmoins, cette somme ne comprend pas l'intégralité de la dette, estimée à 1 200 Mds MGA (248 MEUR). Ces dettes concernent essentiellement des impayés dans l'achat de carburant pour faire tourner les centrales thermiques, mais aussi les fournisseurs d'électricité. Les centrales thermiques sont à l'origine de 90 % de l'électricité produite dans le pays. En parallèle, l'Etat mise sur l'énergie renouvelable, avec la mise en place de centrales solaires, dans le but de réduire les dépenses d'achat de carburant. Les coupures d'électricité causées par les défaillances techniques ou financières de la Jirama sont des sources de tensions sociales.

Maurice

Prêt de 240 MUSD de la Banque africaine de développement pour soutenir l'économie

La Banque africaine de développement (BAD) a approuvé le 22 mai 2024 à Abidjan un prêt de 240 MUSD au profit de Maurice. Ce prêt vise à mettre en œuvre la deuxième phase du Programme d'appui à la compétitivité et à la résilience économiques (ECRSP). La première phase de ce programme portait sur un prêt de 250 MUSD. Cette deuxième phase vise à continuer à soutenir la compétitivité, la diversification de l'économie mauricienne et l'amélioration du climat des affaires. Celle-ci prévoit d'appuyer plusieurs mesures des autorités, notamment les secteurs de la pêche, de l'agriculture et de l'élevage. Le secteur privé bénéficiera ainsi de meilleures opportunités d'investissement dans le domaine de l'agro-industrie. Ce programme accompagnera en outre l'installation de panneaux solaires sur les toits

(kits solaires de 1,5 kWh) à destination des ménages modestes. Les bénéficiaires devraient obtenir pendant 20 ans une réduction de 75 kWh sur leur facture d'électricité mensuelle.

Atelier de coopération organisé par la Banque centrale de Maurice et la Banque mondiale dédié à la finance verte et les risques financiers liés au climat

La Banque centrale de Maurice (BoM) et la Banque mondiale ont organisé le 16 avril 2024 un atelier réunissant les directeurs de banques, institutions financières et professionnels de la durabilité pour aborder les risques financiers liés au climat et promouvoir la finance durable à Maurice. L'événement a mis en lumière le rôle du secteur financier dans la mobilisation de capitaux pour des investissements verts et bas carbone, tout en gérant les risques climatiques. Les discussions ont souligné la nécessité de programmes de renforcement des capacités pour les secteurs public et privé afin de répondre aux besoins de Maurice en matière de financement climatique, estimés à 6,5 Mds USD sur les six prochaines années. L'impact potentiel des risques financiers liés au climat sur la stabilité économique a été abordé, ainsi que la création par la BoM du Centre sur le changement climatique en 2021 pour soutenir cet agenda.

Ouganda

L'Ouganda obtient un score modéré dans la mise en œuvre des standards de l'ITIE

Dans son rapport du 14 mai dernier, *l'Initiative pour la transparence des industries extractives* (ITIE) a attribué à l'Ouganda un score global modéré de 78,5 points pour la gestion transparente de ses ressources naturelles. Créée en 2003 à l'initiative du Royaume-Uni, l'ITIE promeut une gestion ouverte et responsable des ressources naturelles, en encourageant la collaboration entre agences gouvernementales, entreprises extractives et organisations de la société civile. L'Ouganda a rejoint l'ITIE en août 2020 pour renforcer la confiance citoyenne, améliorer le climat d'investissement et optimiser les recettes fiscales. Helen Clark, présidente de l'ITIE, a félicité l'Ouganda pour avoir mis en place « une plateforme multipartite solide qui facilite l'engagement de la société civile ». Le rapport salue également la loi sur les mines et minéraux de 2023 pour sa promotion de la transparence, mais pointe du doigt la nécessité de divulguer davantage d'informations sur les contrats de partage de production dans le secteur des hydrocarbures (note de 67,5 seulement en matière de transparence). L'ITIE a accordé une extension à l'Ouganda jusqu'en juillet 2026 pour mettre en œuvre ses recommandations.

Moody's abaisse la notation souveraine de l'Ouganda de B2 à B3

Dans sa dernière évaluation de la dette souveraine publiée le 22 mai dernier, l'agence de notation *Moody's* a abaissé la note de l'Ouganda de B2 à B3, en raison de la dégradation de la capacité d'endettement du pays. L'Ouganda ayant moins facilement accès à des ressources concessionnelles doit augmenter ses emprunts commerciaux, suite à la suspension de nouveaux financements par la Banque mondiale en réponse à la promulgation de la loi anti-homosexualité, en mai 2023. Selon *Moody's*, l'Ouganda est exposé à l'augmentation du service de la dette, en particulier celle générée par les emprunts domestiques (41 % de la dette publique mais concentrent 80 % du poids des intérêts témoignant de taux excessivement élevés). En 2023, la dette publique représentait 47,1 % du PIB, avec un taux d'intérêt moyen de 7,3 %, contre 6,4 % en 2022 et 5,6 % en 2019. Les paiements d'intérêts ont atteint 22,2 % des recettes publiques en 2023, contre 14,2 % en 2019.

Cependant, les perspectives du pays ont été révisées de négatives à stables, reflétant l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales. Moody's anticipe un déficit budgétaire de 4 % du PIB pour 2024 et 2025, contre 5,5 % en 2023, pour autant cette perspective ne tient pas compte du budget record qui vient d'être approuvé par le Parlement. La croissance devrait s'accélérer pour atteindre 6 % à 7 % à moyen terme, grâce au développement du secteur pétrolier ainsi qu'aux investissements dans les infrastructures énergétiques et de transport.

Rwanda

Le Rwanda et l'IFC signent cinq accords de soutien au secteur privé

Le gouvernement rwandais et l'*International Finance Corporation* (IFC) ont signé des accords visant à créer des emplois en attirant davantage de financements et d'engagements du secteur privé dans les domaines de l'agriculture s'adaptant au climat, du développement de villes vertes ainsi que dans la gouvernance des entreprises et dans les programmes de privatisation. Un partenariat stratégique, incluant des programmes de formation et d'assistance technique, a été signé avec le ministre de Finances et de la Planification économique afin de soutenir le programme de réforme et de privatisation des entreprises publiques du gouvernement. Un autre accord prévoit des conseils au gouvernement visant à soutenir la croissance du *Rwanda Green Fund*, véhicule de financement pour les investissements publics et privés afin d'accélérer et de fournir un capital de croissance aux entreprises vertes à fort impact. L'IFC a aussi signé un partenariat de conseil avec la *Capital Market Authority* pour soutenir l'intégration des normes ESG dans ses réglementations ; ainsi qu'un accord du même type avec la *Rwanda Bankers Association*. Makhtar Diop, Directeur général de l'IFC, a décrit le Rwanda comme un leader dans la région pour une croissance verte et durable.

Le Rwanda poursuit ses efforts de restauration de la biodiversité

Le ministère de l'Environnement a lancé un projet de 18 MUSD sur quatre ans pour la régénération des terres et des forêts dégradées dans les provinces du sud et du nord particulièrement sensibles aux effets du réchauffement climatique. L'objectif est de maîtriser l'érosion sur 1 000 hectares de terres et de développer les pratiques d'agroforesterie sur 80 000 hectares. Par ailleurs, 10 000 fourneaux devraient être distribués aux foyers d'agriculteurs pour réduire leur consommation de bois. Financé par la Banque africaine de développement, ce projet s'inscrit dans l'initiative plus large du Rwanda pour restaurer deux millions d'hectares de terres d'ici 2030 dans le cadre du *Bonn Challenge*. Selon ce même objectif, l'est du pays fait aussi l'objet d'une politique ambitieuse de régénération des sols. 22,8 MUSD doivent être mobilisés entre 2021 et 2027 pour transformer 60 000 hectares de terres arides en écosystèmes résilients au réchauffement climatique par le développement conjoint de la reforestation, l'agroforesterie, le pastoralisme et la maîtrise de l'érosion.

Seychelles

Signature d'un accord de coopération technique d'un montant de 2 MEUR entre l'Union européenne et les Seychelles

Le gouvernement seychellois et la Délégation de l'Union européenne (DUE) ont signé le 21 mai 2024 un accord de coopération technique à travers un don de 2 MEUR de l'UE. Cet accord, intitulé « Action européenne de solidarité » (EnSEL), vise à éradiquer la pauvreté, soutenir le développement durable et la stabilité de l'île. Approuvé le 9 octobre 2023 par la Commission européenne, il s'inscrit dans le nouveau cadre de partenariat de l'UE, l'instrument de voisinage, de développement

et de coopération internationale (NDICI). Les projets qui bénéficieront de cette subvention seront définis prochainement.

Somalie

La Somalie reçoit 18 MUSD de la BAD pour lutter contre le changement climatique

A l'occasion de ses Assemblées annuelles, la Banque Africaine de développement (BAD) a signé un accord financier de 18 MUSD avec la Somalie afin de soutenir ses efforts déployés dans la lutte contre le changement climatique et l'atténuation de ses effets. Organisées cette année du 27 au 31 mai à Nairobi, les assemblées se concentrent sur la réforme de l'architecture financière mondiale et la lutte contre le changement climatique. L'accord a été signé entre la vice-présidente de la BAD et le ministre des Finances somalien, qui a salué ce projet bénéficiant aux agriculteurs et les éleveurs de bétail touchés par les épisodes de sécheresse et d'inondations récurrents. Le ministre a aussi exprimé sa gratitude envers la BAD, qui déploie une assistance technique et financière pour accompagner la Somalie dans les réformes financières et la résilience économique.

Soudan

Réactivation de la coopération militaro-économique avec la Russie

Le général Yassir al-Atta, chef adjoint de l'armée et membre du Conseil de la Souveraineté, a annoncé lors d'un entretien télévisé le 25 mai, que le Soudan et la Russie étaient sur le point de signer une série d'accords de coopération dans les domaines militaire, minier, agricole et portuaire. La Russie aurait proposé l'établissement d'un centre de soutien logistique naval russe sur la mer Rouge, en échange de la fourniture d'armes et de munitions au Soudan. Selon M. al-Atta, les deux pays discutent de la mise en œuvre du projet. Ces déclarations font suite à la visite de l'envoyé présidentiel russe Mikhaïl Bogdanov à Port-Soudan en fin avril, au cours de laquelle ce projet de coopération militaire aurait été évoqué. Le Soudan et la Russie s'étaient mis d'accord sur la construction d'une base navale russe riveraine de la mer Rouge en mars 2022, mais la situation politique chaotique aurait complexifié sa mise en œuvre. Par ailleurs, le Soudan a récemment annoncé le rétablissement de ses relations diplomatiques avec l'Iran. Les deux pays devraient annoncer prochainement la nomination mutuelle de leurs ambassadeurs.

Soudan du Sud

Le président Salva Kiir réaffirme son engagement à la tenue des élections

Le 25 mai dernier, le Président Salva Kiir a pris la parole lors d'un rassemblement à Djouba organisé par son parti, le *Sudan People's Liberation Movement (SPLM)*, en soutien à sa candidature. Il a réaffirmé sa détermination à tenir les élections en décembre 2024 pour permettre aux Sud-Soudanais de choisir leurs dirigeants. Il a invité les différentes formations politiques à coopérer pour réussir le processus électoral prévu par la feuille de route signée en août 2022, prolongeant la période de transition de 24 mois. Le Président a par ailleurs invité les groupes rebelles à rejoindre la « déclaration d'engagement » en faveur de la paix, adoptée le 16 mai dernier dans le cadre de l'initiative « *Tumaini* » parrainée par le gouvernement kenyan. Enfin, il a critiqué certains membres de l'accord de paix de 2018 pour leurs pressions sur les partenaires internationaux, cherchant à prolonger la transition et à repousser les élections de 2024.

CONTACTS

Kenya, Somalie, Burundi, Rwanda

Page pays : [Kenya](#) / [Somalie](#) / [Burundi](#) / [Rwanda](#)

Twitter : [DG Trésor Kenya](#)

Contact : Jérôme BACONIN jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr

En collaboration avec l'ambassade de France à Kigali : Quentin DUSSART
quentin.dussart@diplomatie.gouv.fr

Madagascar, Comores, Maurice, Seychelles

Page pays : [Madagascar](#) / [Seychelles](#) / [Maurice](#) / [Comores](#)

Twitter : [DG Trésor Madagascar](#)

Contact : Béatrice ALPERTE beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

Ethiopie, Erythrée, Djibouti

Page pays : [Ethiopie](#) / [Djibouti](#) / [Erythrée](#)

Contact : Julien DEFRANCE julien.defrance@dgtresor.gouv.fr

Ouganda, Soudan du Sud

Page pays : [Ouganda](#) / [Soudan du Sud](#)

Contact : Gregory SIDRAC gregory.sidrac@dgtresor.gouv.fr

Tanzanie

Page pays : [Tanzanie](#)

Contact : Annie BIRO annie.biro@dgtresor.gouv.fr

Soudan

Page pays : [Soudan](#)

Contact : Almuiz MOHAMAD almuiz.mohamad@dgtresor.gouv.fr

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique de Nairobi

jerome.baconin@dgtresor.gouv.fr, heloise.tournoux@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Nairobi et des SE de l'AEOI

Abonnez-vous : olive.nasibwondikabisa@dgtresor.gouv.fr